

Unité départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Prouvy , le 21/07/2022

Equipe V1

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



NUTRIPACK

150 Route de Lallaing
59148 FLINES LEZ RACHES

Références : 2022-V1-332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2022 dans l'établissement NUTRIPACK implanté 150 Route de Lallaing 59148 FLINES LEZ RACHES. L'inspection a été annoncée le 09/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif de recoler les éléments permettant de se conformer à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juin 2021.

Cependant, en séance l'exploitant a indiqué ne pas avoir été destinataire dudit arrêté dans sa version finale, celui-ci disposait tout de même de la version "projet" qui était annexée au rapport d'inspection ayant donné lieu à la proposition de mise en demeure.

Par ailleurs, un dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant en date du 11 mars 2022, celui-ci est en cours d'instruction et fera l'objet d'un rapport séparé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NUTRIPACK
- 150 Route de Lallaing 59148 FLINES LEZ RACHES
- Code AIOT dans GUN : 0007002566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société NUTRIPACK (filiale d'Impact Group) exploite actuellement un site industriel de fabrication d'emballages alimentaires par injection plastique et thermoformage sur la commune de Flines-lez-Râches (qui est également le siège de la société).

L'usine fonctionne en 3 x 8 sur 7 jours.

Le site est constitué :

- d'un bâtiment abritant historiquement les chaînes de production de thermoformage, remplacées progressivement par un procédé de fabrication à base de cellulose depuis 2021 ;
- d'un second atelier de production connexe pour l'injection plastique ;
- d'un entrepôt de stockage d'un volume de 8850 m³ et de silos de stockage extérieur de matières premières (granulés plastiques) ;

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2661-1 de la nomenclature des installations classées (transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression).

Il est également sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2662 (stockage de polymères) et de la déclaration au titre de la rubrique 1510 (entrepôt couvert). Pour cette dernière rubrique, l'exploitant a demandé à bénéficier de l'antériorité pour la partie existante du site.

Il est aujourd'hui réglementé par un arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2016.

L'exploitant fait évoluer son activité en remplaçant progressivement son procédé de thermoformage par un procédé de fabrication à base de cellulose (à terme il n'y aura plus de thermoformage sur site). Un dossier de porter à connaissance a été déposé en ce sens le 11 mars 2022 et est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juin 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
APMD - Origine des approvisionnements en eau	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1	/	Sans objet
APMD -Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des r...	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1	/	Sans objet
APMD - Auto surveillance des niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1	/	Sans objet
APMD - Valeurs Limites d'urgence	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1	/	Sans objet
APMD - Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1	/	Sans objet
APMD - Dispositions constructives	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1	/	Sans objet
APMD - Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1	/	Sans objet
APMD - Organisation des secours	AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021 impose le respect de plusieurs dispositions réglementaires. Le jour de l'inspection, il a été constaté que les points suivants sont considérés comme conformes :

- mise en oeuvre de l'auto-surveillance des rejets d'eaux pluviales du site ainsi que des mesures des niveaux sonores ;
- les niveaux limites de bruit en limite de propriété respectent à présent les valeurs fixées par l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 ;
- mise en place d'un suivi mensuel de la consommation d'eau et de son analyse selon les activités du site ;
- installation effective de la porte coupe-feu REI120 entre l'atelier de production et les locaux de stockage;
- mise à disposition d'un plan de secours (POI) ;

Cependant, l'exploitant ne respecte pas certaines des exigences réglementaires concernant les sujets suivants :

- les valeurs des émergences en ZER dépassent les seuils fixés par l'arrêté d'autorisation du site ;
- les moyens disponibles en eau d'extinction incendie sur le site sont insuffisants ;
- la consommation d'eau annuelle dépasse le seuil des 700 m³/an autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Sur ce dernier point, afin de régulariser sa situation, un porter à connaissance a été déposé par l'exploitant le 11 mars 2022 dans lequel il sollicite une valeur supérieure (43000 m³/an). Sous réserve de l'acceptabilité de la demande par le préfet, aucune suite n'est proposée ;

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juin 2021 n'est pas totalement respecté et ne peut être abrogé en l'état actuel de la situation du site.

Cependant l'exploitant a précisé ne pas avoir reçu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021. Après vérification, il s'avère que ce dernier lui a été transmis par courriel à la même date mais qu'aucun accusé de réception n'ait été reçu.

Aussi une nouvelle notification a été réalisée par courriel le 12/07/2022. L'exploitant en a accusé bonne réception le jour même.

Les délais de mise en conformité débutent à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral, en l'occurrence à compter du 12/07/2022. Ces délais ne sont donc pas échus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : APMD - Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, consommation annuelle d'eau
Prescription contrôlée : La société PROPLAST, exploitant une unité de fabrication de contenants en plastique sise 150 Route de Lallaing sur la commune de FLINES-LEZ-RÂCHES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé : • en ramenant sa consommation annuelle d'eau en-deça de 700 m ³ , dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
Constats : L'exploitant a présenté les outils mis en place pour relever et suivre sa consommation d'eau par activité de manière mensuelle. Suite à la mise en service d'un nouveau procédé de fabrication (procédé "cellulose") courant 2021 la consommation d'eau a été de 9952 m ³ (supérieure aux 700 m ³ /an autorisés).
Observations n°1: Afin de régulariser sa situation, au regard notamment de la mise en service de son nouveau procédé de fabrication, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en date du 11 mars 2022 sollicitant la possibilité de prélever jusqu'à 43800 m ³ /an. <u>Ce dossier est en cours d'instruction, dans l'attente aucune suite n'est proposée.</u>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : APMD -Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, respect de la fréquence annuelle d'auto surveillance
Prescription contrôlée : La société PROPLAST, exploitant une unité de fabrication de contenants en plastique sise 150 Route de Lallaing sur la commune de FLINES-LEZ-RÂCHES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé : [...] - en réalisant une analyse d'autosurveillance de ses rejets d'eaux pluviales telle que prescrite par l'article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, et en transmettant le rapport associé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
Constats : Le rapport d'analyse du dernier prélèvement d'eaux pluviales, daté du 25/05/2021, a été transmis en séance. Le prélèvement a eu lieu le 27/04/2021. L'autosurveillance concernant les eaux pluviales a bien été mise en place par l'exploitant, les paramètres suivis répondent à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site (29/03/2016), la disposition de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est respectée.
Observations n°2 : Les résultats de l'analyse précitée indiquaient que le paramètre DCO n'était pas conforme, un second prélèvement a été réalisé en date du 30/07/2021, le résultat étant conforme pour celui-ci. Il conviendra d'être particulièrement vigilant sur le résultat des mesures de ce paramètre lors des prochains prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : APMD - Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, mesure des émissions sonores suite extension
Prescription contrôlée : La société PROPLAST, exploitant une unité de fabrication de contenants en plastique sise 150 Route de Lallaing sur la commune de FLINES-LEZ-RÂCHES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.2.5 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé : - en réalisant une mesure de bruit incluant les émergences au niveau des habitations du prolongement de la rue du Chemin Vert, à environ 150 m à l'Ouest du site, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
Constats : L'exploitant a transmis par mail, le jour de l'inspection, une étude d'impact acoustique, datée du 18/01/2022. Cette étude présente les résultats des mesures de bruits et émergences autour du site, notamment au niveau du point 5 situé à l'Ouest du site dans le prolongement de la rue du chemin vert. Cette mesure permet de lever la non-conformité sur ce point.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : APMD - Valeurs Limites d'émergence

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/06/2021, article 1		
Thème(s) : Risques chroniques, respect des valeurs limites d'émergence		
Prescription contrôlée : La société PROPLAST, exploitant une unité de fabrication de contenants en plastique sise 150 Route de Lallaing sur la commune de FLINES-LEZ-RÂCHES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé : [...] - en respectant les émergences maximales suivantes dans les zones à émergence réglementée :		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
et ce, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;		
Constats : L'exploitant a transmis, le jour de l'inspection, le rapport d'étude acoustique SIM ENGINEERING du 18 janvier 2022. Les mesures ont été réalisées du 2 au 5 novembre 2021. <u>L'analyse, a posteriori, du rapport montre que :</u> - les valeurs des émergences sonores mesurées respectent les valeurs réglementaires admissibles au niveau des points de mesure 1 (ZER1) en période de jour et du point 4 (ZER4) de jour comme de nuit ; - les valeurs des émergences sonores mesurées au niveau du point 5 (ZER5) de jour comme de nuit, et du point 1 (ZER1) en période de nuit ne sont pas conformes : - émergence de 19 dB (A) au niveau du point 5 en période de nuit ; - émergence de 9.5 dB (A) au niveau du point 5 en période de jour ; - émergence de 6.1db (A) au niveau du point 1 en période de nuit. L'exploitant ne respecte donc pas les valeurs maximales d'émergence réglementaires au niveau des points de mesures 1 et 5 (situés à proximité immédiate d'habitations). La non-conformité demeure sur ce point. Le délai de mise en conformité relatif à cette prescription n'est pas échu. L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé dans un délai de 6 mois à compter du 12/07/2022. Aucune suite n'est donc proposée à ce stade.		
Observations n°3 : L'étude acoustique conclut en la nécessité de mise en place de dispositifs physiques qui devraient permettre de diminuer les niveaux de bruit ainsi que les émergences sonores autour du site, les ramenant ainsi à un niveau conforme à la réglementation. Le 12/07/2022, l'exploitant a transmis un plan d'action spécifique "bruit". La réalisation effective des différentes actions devant conduire à la mise en conformité du site sera à vérifier au terme du délai de 6 mois précisé dans l'arrêté de mise en demeure.		
Type de suites proposées : Sans suites		
Proposition de suites : Sans objet		

Nom du point de contrôle : APMD - Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, respect des niveaux limites de bruit

Prescription contrôlée :

La société PROPLAST, exploitant une unité de fabrication de contenants en plastique sise 150 Route de Lallaing sur la commune de FLINES-LEZ-RÂCHES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé :

[...]

- en respectant les niveaux limites de bruit maximaux suivants en limite de propriété de l'établissement :

<i>PÉRIODES</i>	<i>PÉRIODE DE JOUR</i> <i>Allant de 7 h à 22 h,</i> <i>(sauf dimanches et jours fériés)</i>	<i>PÉRIODE DE NUIT</i> <i>Allant de 22 h à 7 h,</i> <i>(ainsi que dimanches et jours fériés)</i>
<i>Niveau sonore limite admissible</i>	70 dB(A)	60 dB(A)

et ce, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

Constats :

Le jour de l'inspection l'exploitant a transmis le rapport d'étude acoustique SIM ENGINEERING du 18 janvier 2022. Les mesures ont été réalisées du 2 au 5 novembre 2021.

L'analyse, a posteriori, de celui-ci montre que :

- les niveaux sonores mesurés en limite de propriété, aux points 1, 2 et 3, respectent à présent les niveaux limites de bruit fixés par la réglementation.

La non-conformité est levée sur ce point.

Observations : néant

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : APMD - Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, résistance au feu
Prescription contrôlée : La société PROPLAST, exploitant une unité de fabrication de contenants en plastique sise 150 Route de Lallaing sur la commune de FLINES-LEZ-RÂCHES, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.2.1.1 et 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé : [...] - en mettant en place des portes séparatives EI2 120C entre l'atelier de production et les locaux de stockage (matières premières, produits finis), dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
Constats : Lors de la visite d'inspection, la pose effective d'une porte présentant une résistance au feu de 120 min a été constatée entre l'atelier de production et les locaux de stockage. Les documents concernant cette porte ont été transmis. Porte M1201 S certificat AFNOR MELERBA pour facture proplast 2021 – 70295. La non-conformité est levée sur ce point.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : APMD - Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, mise en conformité des moyens
Prescription contrôlée : La société PROPLAST, exploitant une unité de fabrication de contenants en plastique sise 150 Route de Lallaing sur la commune de FLINES-LEZ-RÂCHES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé : - en disposant sur son site d'appareils suffisants pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, capables de délivrer un débit d'au moins 330 m ³ /h sur 2 h (soit un volume total de 660 m ³), dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
Constats : Le jour de l'inspection, les moyens dont dispose l'exploitant ne sont pas suffisants répondre aux besoins de 660 m³ sur 2h. <u>L'exploitant dispose en effet :</u> - d'une réserve d'eau incendie hors sol d'un volume utile de 480 m³ ; - de 2 poteaux incendie (dont la valeur des débits en simultanée n'ont pas été transmis), présentant les débits suivants (selon le rapport NOREADE du 19/10/2021) : - un poteau incendie situé rue du chemin vert ayant un débit mesuré de 73 m ³ /h (146 m ³ sur 2h) ; portant le total disponible à 626m ³ pour 2h, en ne considérant que ce poteau incendie ; - un poteau incendie situé route de Lallaing ayant un débit mesuré de 64 m ³ /h (128m ³ sur 2h) ; portant le total disponible à 608 m ³ pour 2h , en ne considérant que ce poteau incendie. L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier de la disponibilité du débit nécessaire pour les besoins en eau incendie, à savoir 660 m ³ sur 2h. L'exploitant s'est engagé par courriel du 12/07/2022 à remplacer la bâche du stockage hors sol existante par une bâche de volume plus important permettant ainsi de disposer des moyens suffisants pour répondre à l'arrêté d'autorisation d'exploiter du site. Cette nouvelle bâche sera mise en place avant la fin de l'année 2022. Observation n°4 : Les éléments transmis ne permettent pas de lever la non-conformité. Le délai de mise en conformité relatif à cette prescription n'est pas échu. L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8.2.6 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé dans un délai de 3 mois à compter du 12/07/2022. Aucune suite n'est donc proposée à ce stade.
Observations n°5 : Il serait utile de réaliser les mesures de débits en simultanée des 2 poteaux incendie. Un PAC a été déposé le 11 mars 2022, une réserve d'eau incendie supplémentaire va également être créée pour permettre de répondre aux besoins actualisés en eau incendie. Le volume de cette réserve pourra être revu en fonction du dimensionnement exact de la nouvelle bâche.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : APMD - Organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, disponibilité du plan de secours
Prescription contrôlée : La société PROPLAST, exploitant une unité de fabrication de contenants en plastique sise 150 Route de Lallaing sur la commune de FLINES-LEZ-RÂCHES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.7 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2016 susvisé : [...] - En disposant d'un plan de secours formalisé qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement, tenu à jour, et comprenant a minima les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">– les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et fonction) des agents devant engager ces actions ;– pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;– les principaux numéros d'appels ;– des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :<ul style="list-style-type: none">– les zones à risques particuliers ;– les organes de coupures de l'alimentation en énergie et fluides ;– la nature et le volume des différents stockages ; et ce, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté, le jour de l'inspection, son plan de secours : document "Plan d'Opération Interne" version du 3/06/2022. Le contenu de ce plan répond aux prescriptions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 18/06/2021, la non-conformité est levée sur ce point.
Seule la présence des différents documents a été vérifiée, l'instruction détaillée de ces documents n'a pas été réalisée.
Observation : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet